

2 septembre 2021 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE « MARSEILLE EN GRAND »

Merci Monsieur le Maire pour ce discours, cette ambition et ces mots.

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Monsieur le Préfet de région,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Madame la Présidente du Conseil départemental, Présidente de la métropole Aix-Marseille, Mesdames et

Messieurs les élus, et en les évoquant, j'ai aussi une pensée pour le Président du Conseil régional,

Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités,

Chers amis,

Depuis hier, je suis parmi vous, de Bassens à la Timone, du Port à vos écoles, parcourant l'énergie, parfois les colères, les ambitions, les désirs de faire et d'avancer, parcourant cette ville formidable qu'est Marseille. Vous avez rappelé son histoire, en tout cas une partie, Monsieur le Maire, un instant du lieu qui nous abrite et des origines antiques de la capitale phocéenne, cette capitale du Sud.

Beaucoup de gens me disent pourquoi maintenant ? D'abord, parce qu'il n'est jamais trop tard. Ensuite, parce que comme toute notre jeunesse, nous avons à rattraper un an et demi où le Covid a beaucoup arrêté les projets et ralenti des ambitions. L'urgence est donc aujourd'hui d'accélérer beaucoup de choses que nous faisons avancer mais parfois à un rythme qui était, si je puis dire, celui des affaires courantes ou des affaires normales. Je crois que nous avons tous fait l'expérience de la vulnérabilité dans cette période et de la nécessité quand des ambitions devaient être posées d'en repenser le rythme, la force ; c'est maintenant.

Et puis pourquoi Marseille ? Alors, vous avez une réponse, elle est légitime mais peut-être êtes vous un peu biaisé, Monsieur le Maire ? Mais de là où je parle, je suis obligé de répondre à toutes les autres villes de notre pays. J'entends beaucoup d'élus qui disent pourquoi il va là-bas et pourquoi, apparemment, on va promettre tant et faire tant ? Vous avez apporté une partie de la réponse parce que Marseille est la deuxième ville de France, Marseille est grande comme deux fois et demie Paris. La métropole comme deux fois le Grand Londres. Ce sont donc des réalités physiques inédites. Marseille, c'est une ville monde qui est en effet ce palimpseste de migrations et d'une France accueillante avec tous les défis que cela suppose et toutes les difficultés. C'est une ville qui a accueilli en son cœur et où ce qu'on appelle souvent « les quartiers » ne sont pas à la périphérie ou loin d'un centre où tout va bien, elles sont dans la ville en son cœur, et donc, en effet, elle est percluse de fractures géographiques de ces défis. Et c'est une ville qui, par sa localisation, parce qu'elle est au cœur de cette Méditerranée qui est à la confluence de tous les défis climatiques, géopolitiques, migratoires, a multiplié et multiplié les opportunités mais aussi les défis. Elle est plus pauvre que beaucoup d'autres grandes villes et cette pauvreté s'est concentrée toujours, toujours au même endroit. Et ces endroits se sont enclavés et les habitants y ont été assignés à résidence. Et au milieu de tout cela, c'est une ville pleine d'énergie où il y a l'excellence universitaire, culturelle, économique, nombre d'entre vous ici représentés et qui vont en quelque sorte, se libérer de ces difficultés, de ces fractures. C'est une ville aussi qui, par son histoire, pendant longtemps, a tourné le dos à la Méditerranée parce qu'elle était source de contrôle quand elle n'était source de danger. Et donc, elle s'est repliée. Puis elle a tourné le dos aux villes qui l'entouraient parce que les équilibres politiques étaient différents, parce qu'il fallait se replier et donc elle est en quelque sorte fracturée de toute part avec une métropole polycentrique et elle est l'héritière de tous ces rêves, de cette ambition qui est encore là, que je sens dans tous les cœurs et dans tous les esprits, mais elle est l'héritière de toutes ces difficultés.

Alors oui, j'assume complètement que le devoir de la Nation est d'être aux côtés des Marseillaises et des Marseillais. Parce que décider que ce serait une ville comme les autres, ce serait acter qu'elle va continuer à vivre au milieu de ces difficultés, les subir, et ne pas réussir pour elle-même, pour tout le territoire et pour tout le pays. C'est acté qu'elle ne pourra pas jouer le rôle qu'elle doit jouer dans cette Méditerranée à laquelle je crois profondément. Et donc, je pense qu'aider aujourd'hui Marseille à réussir, ça n'est d'abord pas lui faire l'aumône, c'est aider à déclencher quelque chose qui est là. Et c'est bon pour le pays tout entier.

Alors, une fois que j'ai dit ça, j'arrive devant vous avec beaucoup d'ambition et beaucoup d'humilité. Beaucoup d'ambition, je vais y venir, beaucoup d'humilité, parce que j'ai conscience de venir après beaucoup d'annonces. J'ai eu la chance hier de commencer en échangeant avec les parlementaires et les élus, c'est ce qui m'a d'ailleurs été dit avec beaucoup de franchise. Des milliards, on en a souvent entendu ici, de Premiers ministres, de Présidents, ça n'est jamais arrivé. En tout cas, ça n'a pas changé les choses. Et donc, j'en ai tiré la

conviction qu'il ne fallait ni faire un chèque ni faire un plan. Et qu'est-ce que serait un plan proposé depuis Paris qui descendrait ? Mais nous devons collectivement réussir ce pari, en tirant les leçons de ce qui a échoué. Ce qui a échoué, c'est sans doute qu'on avait sous-estimé que les difficultés étaient concentrées : celle de la pauvreté, de l'exclusion, à la fois les difficultés pesant sur nos concitoyens et celles et ceux qui arrivent sur notre sol et les territoires. Et donc, la réponse, elle est forcément multiple. Elle ne se fera pas en un jour et il n'y a pas de recette cachée, de formules magiques. Ensuite, c'est qu'à tout cela se sont ajoutés d'autres défis, d'autres fléaux, j'y reviendrai, celui de la drogue, nous l'avons vu hier, qui parasite la ville et la vie, et à bousculer la vie de tant de quartiers. Et c'est parce qu'aussi, nous avons sans doute sous-estimé jusqu'ici les divisions. Et je le dis avec beaucoup d'amitié et avec l'envie de réussir avec vous. Mais au fond, l'Etat peut systématiquement arriver en proposant des milliards. Si toujours l'action publique est divisée et les chicanes locales bloquent l'avancée, ces milliards n'arrivent jamais sur le sol. Mais ça n'est pas la faute de ceux qui les ont dits, avant moi. C'est la faute d'une action collective qui n'arrive pas à s'organiser et se faire. Et je suis frappé de voir qu'il y a tout à la fois : une énergie incommensurable, une jeunesse inédite en France et une si grande difficulté à définir ce qu'est l'intérêt général de la ville comme de la métropole. C'est ça le problème qu'il y a à Marseille. Et ça, ce n'est pas l'Etat qui peut le régler, il peut y aider, y contribuer, déclencher, en poser les conditions, c'est ce que je vais vous proposer, par une ambition et quelques exigences.

Et donc, vous l'avez compris, je ne viens pas ici faire des promesses. Je viens prendre des engagements en demandant, parce que c'est comme ça qu'on s'en sortira ensemble. Parce qu'il n'y a plus de thaumaturge, - pardon, Monseigneur, dans l'ordre temporel qu'est le mien, les choses étant maintenant séparées-. Mais il y a tout à la fois une ambition et une exigence qui est fille de cette fraternité, parce que la fraternité sans exigences, c'est une fraternité qui ne vaut rien. Alors face à cela, ce que je vous propose, c'est de répondre tout à la fois aux urgences et essayer aussi de regarder plus loin parce que je pense qu'une des difficultés, en essayant de regarder pourquoi on avait échoué jusque-là.

On ne projette pas une ville, un destin, un tempérament comme le tempérament Marseillais, si on dit juste : on va s'adapter ou régler les choses. Il faut rêver grand. Et donc, je voudrais tout à la fois qu'on essaie ensemble de répondre aux urgences impérieuses et d'inventer, de rêver et de faire ce Marseille en grand, et de le faire ensemble.

Alors, les urgences tout d'abord. Je n'invente rien. Je vous ai écouté pendant deux jours, élus, associations, monde économique, les mamans, hier, et les familles. L'urgence, elle est sécuritaire, elle est sociale, elle est sanitaire.

L'urgence sécuritaire, on en a beaucoup parlé, certains diraient trop, parce que ça n'est pas nouveau, mais ça ne doit pas être une habitude. C'est en effet la situation, particulièrement dans les quartiers, et c'est celle de la lutte contre les trafics. Si je regarde les chiffres en toute honnêteté, ces dernières années, la délinquance a baissé et je veux saluer ici la mobilisation de notre préfet de région et de la préfète déléguée ainsi que de l'ensemble des forces de sécurité qui sont sous votre autorité, Madame la préfète ; les chiffres sont bons et ils s'améliorent. Mais il y a une criminalité de plus en plus violente qui est largement liée au trafic de drogue. Il n'y a pas de fatalité face à cela. L'État, depuis 4 ans, a mis les moyens avec la création de l'Office anti-stupéfiant, le renfort de policiers, deux compagnies de CRS qui ont permis d'augmenter de 60 % le nombre d'interpellations de trafiquants depuis un an, quand les procédures pour usage de stupéfiants étaient quant à elles multipliées par 7. Alors oui, évidemment, ça dérange parce qu'on est en train de bouger les choses et on va continuer. Face à ces réseaux organisés, face à des trafiquants qui non seulement rendent la vie difficile, mais n'hésitent plus à tuer des innocents de plus en plus jeunes, à intimider, à racketter, tout cela ne suffit plus. Et donc c'est une véritable traque, une politique de harcèlement des trafics qu'il nous faut conduire ici, sur le terrain au plus près et jusqu'aux têtes de réseaux à l'étranger. Harcèlement policier d'abord ; nous accélérerons les nouvelles arrivées, 100 policiers sont arrivés en 2021 d'ores et déjà, 200 policiers arriveront en 2022, parce que cela correspond aux besoins du territoire et à la nécessité de continuer à pilonner, pilonner les quartiers qui, sinon, sont repris trop rapidement par les trafiquants. Les deux compagnies de CRS supplémentaires présentes depuis mars seront pérennisées, parce qu'elles permettent une présence policière en continu, la stabilité sur les axes les plus sensibles dans les quartiers les plus en difficulté. Parce que « vivre tranquille » est un droit, et c'est aussi un droit pour les familles, les femmes et les hommes qui habitent les quartiers plus en difficulté. Et nous poursuivons ce travail jusqu'au bout. Et c'est pour ça aussi que j'ai proposé, sur la suggestion du ministre de l'Intérieur, à Monsieur le Maire que nous financions des caméras de visiosurveillance dans les quartiers nord. Il y a un réseau dans la ville qui fonctionne très bien, qui a montré son utilité, mais sa carte est en quelque sorte le négatif de la carte des trafics. Vous me l'avez parfaitement démontré hier. C'est donc que les caméras sont bien identifiées par les dealers et ceux qui y contribuent. Et c'est donc qu'il n'y a aucune raison pour ne pas déployer ces caméras dans les quartiers qui en ont le plus besoin et qui sont les plus pauvres. Et donc nous financerons le déploiement de la fibre et 500 caméras dans les zones qui en ont besoin, en plus de cette action.

Mais tout ça n'a de sens que si, à côté de ce harcèlement policier, il y a le suivi judiciaire. Et je veux ici remercier l'ensemble de nos magistrats. En plus de 11 magistrats récemment arrivés, 3 nouveaux groupes d'enquêteurs de la police judiciaire qui disposeront de tous les moyens techniques nécessaires pour aller

Les enquêteurs de la police judiciaire qui disposeront de tous les moyens techniques nécessaires pour aller interpellier les têtes de réseau là où elles se trouvent et les faire juger en France pour leurs crimes seront confirmés. Et suite à l'inspection qu'a demandé le garde des Sceaux, des moyens supplémentaires seront confirmés parce que rien ne sert de mettre plus de moyens dans la police si on ne fait pas la même chose du côté de la Justice pour qu'elle puisse avancer au même rythme et avec la même exigence, la même efficacité. En même temps que nous agissons contre les trafics, nous voulons d'une part assurer partout une présence policière rassurante pour les habitants, dissuasive pour les délinquants. Et nous voulons surtout conduire cette action aussi au niveau européen et international en remontant les têtes de réseau. Et nous prendrons dans les prochaines semaines avec nos partenaires européens, des initiatives de coopération pour démanteler ces réseaux qui sont de plus en plus présents sur notre sol.

L'Etat prendra aussi toute sa part en injectant des moyens pour équiper nos policiers. Plus de 8 millions d'euros pour équiper les policiers de Marseille en moyens numériques d'enquête, en nouveaux véhicules, 222 voitures et motos dès l'été 2022.

Nous assurons également à nos forces des conditions de travail et de vie à hauteur de leur engagement en construisant ici un nouvel hôtel de police pour 150 millions d'euros et en regroupant les commissariats des 13e et 14e arrondissements avec une politique adaptée aux besoins et un financement là aussi confirmé de 8,5 millions d'euros.

Vous l'avez compris, face à l'urgence sécuritaire, nous avons décidé d'investir, de poursuivre le bon travail qui est fait, et je veux ici saluer toutes nos forces de sécurité et nos magistrats, parce que cela ne tiendra que si nous allons au bout de l'effort. Et nos concitoyens ont cette exigence et nous le demandent.

La seconde urgence à laquelle nous nous attaquons est sociale. Et elle se tient, elle est sœur de l'urgence sécuritaire, en quelque sorte. La sécurité c'est toujours le symptôme des difficultés qui se sont installées et qui forment le terreau pour celles et ceux qui veulent exploiter la jeunesse, la misère et développer leur criminalité. Dans certains quartiers de la ville, le taux de pauvreté atteint des records : 40, voire 50%. Et à cette pauvreté pécuniaire s'ajoutent le non-recours aux aides disponibles, les logements insalubres, l'espace public dégradé, l'éloignement des transports en commun, l'absence de public. Et contre tout cela, contre ces pauvretés cumulées que nous avons ensemble à combattre, nous devons mener, nous l'avons évoqué hier avec Samia GHALI, une approche globale. Évidemment, la sécurité, mais pas le tout répressif, ça n'aurait pas de sens. La mobilisation de tous les ministères, de toutes les collectivités, des associations aux côtés des familles qui doivent jouer un rôle essentiel pour les accompagner dans l'éducation et à côté de l'éducation, dans le sport, la culture, le logement. Et nous ne le ferons qu'en multipliant les tisseurs de liens. 20 millions d'euros sont actuellement investis dans le département pour la politique de la ville, dont 17 pour la seule ville de Marseille pour construire des espaces de rencontre, rénover des équipements culturels et sportifs, recruter ces tisseurs de solidarité. 60 éducateurs ont été embauchés ces derniers mois et je souhaite que 30 heures supplémentaires et 30 médiateurs viennent leur prêter main forte.

Nous allons continuer aussi, comme cela a été fait à travers le Plan de Relance, d'investir aux côtés des associations qui, dans les quartiers, font un travail essentiel en aidant les familles. On l'a vu hier avec la formidable association de Bassens, et qui en quelque sorte sont les premiers relais de toutes les politiques publiques. La lutte contre l'habitat indigne doit par ailleurs s'intensifier. Chacun a en mémoire ici le souvenir douloureux de ce 5 novembre 2018 où 8 Marseillais ont perdu la vie lors de l'effondrement d'un immeuble rue d'Aubagne. J'avais alors souligné que l'unanime "plus jamais ça" devait se traduire en actes et que nous nous étions accordés sur un objectif de réhabilitation. Et là déjà, une fois encore, l'Etat a pris ses responsabilités en prenant une politique qui n'est normalement pas la sienne, mais en assumant cet objectif de réhabilitation de 10 000 logements dans les 15 prochaines années. L'ANAH a immédiatement apporté son concours et triplé ses crédits. En juillet 2019, une société publique locale était créée. L'enjeu est désormais d'accélérer, nous avons collectivement été trop lents et j'ai été heureux hier de voir des élus mobilisés et motivés. Et nous avons besoin d'améliorer une fois encore, mais on m'en a donné hier la certitude et l'engagement, la coopération entre la ville et la métropole. Et je veux ici dire que nous allons continuer de simplifier les procédures, et qu'en particulier la simplification des recours avec un seul jugement qui était prévue jusqu'en 2022, mais compte tenu des retards pris qui en quelque sorte serait lettre morte parce qu'il n'y aura pas de recours à la date qui était initialement prévue puisqu'il n'aura pas vraiment de projet sorti, eh bien que cette date sera prolongée pour que nous continuions de comprimer tous les délais ensemble. Ilots Belle de Mai, Noailles, Hoche, Versailles, requalification du centre-ville, les chantiers doivent s'engager immédiatement et je compte sur la mobilisation de tous les acteurs. Vous avez maintenant désigné un directeur général, les choses sont construites, allons-y !

Et puis la troisième urgence est sanitaire. L'épreuve du Covid a montré combien Marseille peut s'appuyer sur une chaîne de femmes et d'hommes compétents : chercheurs, personnels soignants, marins-pompiers, bénévoles, pompiers, associations. Vous avez tous joué un rôle formidable. Président, Amiral, merci beaucoup pour cette mobilisation au côté de l'ensemble de la communauté soignante. Et j'étais à l'instant avec nos élus à

côté de nos soignants à la Timone. Alors, parfois il y a eu spécificités marseillaises et des particularismes dans la gestion de la crise mais qu'il faut toujours écouter, ce que je suis venu faire à l'époque avec considération parce qu'il y a eu aussi des choses qui ont été inventées ici. Les tests, je ne l'oublie pas, ont commencé plus fort qu'ailleurs à Marseille. Les eaux usées est une pratique intéressante qui a été commencée ici plus tôt qu'ailleurs. Néanmoins, on a aussi moins vacciné parce qu'on a laissé courir quelques fadaïses. Moi, je fais confiance à celles et ceux qui savent : les scientifiques et les médecins ; et j'ai d'ailleurs constaté qu'ici comme partout, les scientifiques et les médecins disent que face à ce virus, il faut mieux se faire vacciner. Et donc nous allons continuer de nous mobiliser. Mais nous avons vu aussi dans ce moment les faiblesses du système de santé marseillais. Si, malgré les efforts des ONG et des associations, le virus a progressé plus vite dans les quartiers nord qu'ailleurs. Si aujourd'hui la couverture vaccinale est plus faible dans ces mêmes quartiers, c'est parce que le réseau de soins de proximité est défaillant dans ces territoires. Et ça, nous devons aussi le considérer. Alors, il ne s'agit pas de dire que rien n'a été fait. Aucunement. Il y a des maisons de santé, des centres de santé qui existent et heureusement. Mais un changement d'échelle est aujourd'hui indispensable pour que nouveaux médecins, personnels soignants investissent ces quartiers.

L'APHM, évidemment, est un acteur clé pour former, sensibiliser, appuyer l'organisation de l'offre de soins. Je l'ai dit tout à l'heure à la Timone, l'Etat est au rendez-vous du soutien dû à cette grande institution, d'une part, parce que nous avons, avec le Ségur, allégé la dette pour 233 millions d'euros. D'autre part, parce que 169 millions d'euros, la moitié de l'investissement total, sont sur la table pour les réhabilitations de la Timone, de l'Hôpital Nord et les constructions du nouveau bâtiment du SAMU, et ceci, à parité avec l'effort des collectivités territoriales dont je salue l'engagement ici, ce qui est aussi une spécificité de votre ville, votre métropole, département et région et ce qui nous conforte dans l'idée de continuer à avancer. J'ai aussi décidé de faire plus encore en mobilisant 50 millions d'euros supplémentaires pour le pôle mère-Enfant et en apportant notre soutien à la réalisation d'une Maison des Femmes. Je compte sur les responsables de ces projets avec lesquels nous étions il y a quelques instants pour être à la hauteur de cet engagement en annonçant rapidement un calendrier de travaux et en nous y tenant. Plus largement, ce sont tous les acteurs politiques et médicaux qui, collectivités, professionnels libéraux, doivent se mobiliser sous l'égide de l'ARS pour la santé à Marseille et dans tout Marseille. Au-delà des efforts pour les hôpitaux, il nous faut continuer de réinstaller des médecins et des soignants en ville, dans les quartiers qui aujourd'hui sont carencés, avec une politique adaptée, des aides à l'installation et les mécanismes que le ministre à vos côtés déploiera dans les prochains mois. Nous ne pouvons, en effet, laisser plus longtemps des quartiers entiers livrés à eux-mêmes, aux maladies chroniques, à la surmortalité. Dans la deuxième ville de France, il y a en plein cœur des déserts médicaux.

Voilà les trois urgences sur lesquelles je souhaitais insister qui, vous le voyez bien, font l'objet d'investissements massifs de l'État, assumés, aux côtés des acteurs du territoire, mais parce qu'il nous faut là reprendre des positions rapides, regagner parfois le terrain perdu ou consolider ce qui a été fait durant les derniers mois et les dernières années. Mais l'urgence ne suffit pas à relever les défis de Marseille. Il nous faut nous projeter, il nous faut bâtir le Marseille de 2030 maintenant et le faire pour notre jeunesse qui nous a en quelque sorte interpellé à travers ces rêves tout à l'heure. Il n'y avait rien de fantaisiste d'ailleurs dans ce que vous disiez de l'école dont vous rêviez. Rien. C'est l'école à laquelle vous avez droit et c'est l'avenir auquel vous avez droit à Marseille et en France. Et donc, ce que je veux ici aujourd'hui avec vous porter et proposer, c'est une ambition autour de quelque volonté, mais une ambition pour la pleine génération ici pour qu'elle puisse vivre son destin d'où qu'elle vienne et qu'elle puisse le faire avec les mêmes chances où qu'elle habite quels que soient le prénom et le nom, quelles que soient les contraintes de l'Etat.

Cette ambition pour la jeunesse c'est d'abord et avant tout le combat pour l'éducation. Vous en avez parlé, nous en avons parlé ces derniers jours et nous sommes un jour de rentrée. Si nous ratons l'éducation des enfants, aucune chance de réussir leur vie. Aucune chance ! C'est le combat que à mes côtés, le ministre de l'Education Nationale de la Jeunesse et des Sports même et dans cette formule, il y a déjà la nature du combat que nous menons. Ce n'est pas simplement l'école. Combat que nous avons à mener, c'est l'école et c'est tout ce qu'il y a côté. La culture, le sport, la vie en dehors du temps scolaire et je le dis parce que c'est sans doute pourquoi le défi de l'école dans les quartiers les plus modestes, les plus en difficulté, en particulier dans les fameux quartiers nord de Marseille, est encore plus difficile. Cela n'est pas simplement, rénover l'école, on va le faire ensemble et je vais y revenir, mais c'est acté du fait que quand on est né dans une famille qui est en difficulté, quand on vit dans un quartier qui est en difficulté, quand son frère, son cousin, s'est parfois fait tuer dans des règlements de comptes, quand on a des mères isolées qui ont leurs enfants à élever, la vie ne se résume pas de 9 heures à 17 heures, 5 jours par semaine. C'est beaucoup plus compliqué. Et donc c'est la réconciliation de l'éducation avec en effet notre combat pour la culture, ce que nous avons poursuivi et intensifié avec l'éducation artistique et culturelle, pour le sport à l'école et en dehors de l'école mais c'est aussi le lien entre l'école et ce qu'on appelle « le périscolaire » et c'est ce combat qu'on doit mener et il est essentiel et c'est le lien aussi entre l'école et les acteurs, parfois du médico-social et parfois les acteurs de santé.

J'aperçois Marcel, qui est ici présent avec nous, qui sait ô combien y compris dans ces territoires qui sont les plus difficiles, la pédopsychiatrie est un combat essentiel que nous devons mener. Alors, la réponse pour réussir

ce combat éducatif, c'est au fond et c'est l'esprit de l'ambition que je veux vous proposer à chaque fois, faire plus, innover et faire de Marseille un laboratoire et le faire avec des exigences, c'est-à-dire un contrat de confiance où chacun fait sa part. Faire plus, c'est acter que à Marseille, nous avons 174 écoles de la ville qui sont considérées dans un état de délabrement tel que l'apprentissage y est devenu impossible. Il n'y a pas d'autres territoires de la République où il y a une telle concentration de difficultés sur le bâti scolaire. Ce n'est pas la compétence de l'Etat et je veux ici être juste. On ne va pas créer un précédent, sinon, tous les maires de France vont me dire moi aussi. Le président de l'ANRU, qui est avec nous, qui est héroïque, maire d'une formidable ville mais qui connaît de grandes difficultés, Clichy-sous-bois, il sait aussi que c'est très difficile, il va me dire sinon, construisez-moi mes écoles. Et vous comprenez bien, je suis très franc. Si, en quelque sorte, l'État se substitue aux collectivités quand cela n'a pas marché, c'est une prime à ceux qui font mal. Il faut rater longtemps pour pouvoir être aidé. Il y a une chose, on doit à la fois corriger ce qui n'a pas marché mais en même temps, je n'ai pas le droit de vous laisser perdre du temps parce que ce sont les enfants qui sont là, qui sont les premières victimes. Si je laisse Marseille se débrouiller tout seul, c'est simple, ces enfants vivront avec des écoles qui ne seront pas rénovées au bon rythme, parce que vous avez eu l'honnêteté de me le dire, Monsieur le maire et parce que ce problème, soyons aussi honnêtes, il est bâtimentaire.

La Ville n'a pas assez de capacité d'investissement pour aller au bon rythme mais il est aussi de fonctionnement parce que vous avez un problème avec vos personnels municipaux et vous avez trop de grèves et on l'a vu tout à l'heure à l'école. Là aussi, quand des gens nous disent : on n'arrive pas à accueillir des enfants à la commune où les formidables personnels qui étaient là, disent ; on prend la charge de beaucoup d'autres parce qu'il y a tant de pourcentages à l'école qui ne sont jamais là, l'absentéisme, les grèves perlées, c'est un sujet et c'est un sujet dont il faut se parler en toute franchise parce que l'Etat ne vient pas investir pour en quelque sorte que certains viennent prélever leur dû. Pardon d'être très franc. Comme je suis très ambitieux avec vous, je vous le dis et donc en même temps qu'on investit, Monsieur le maire, moi j'attends de vous que vous réformiez, je sais que vous en avez l'envie. Et on aura aussi cette exigence dans le suivi, parce qu'on ne va pas se substituer à un système qui n'arrive plus à se financer parce qu'il a construit une mécanique qui n'avance plus, par de petits arrangements, par des faiblesses.

Mais la deuxième ville de France ne peut pas supporter cette situation, je vous le dis en toute franchise. Et ce n'est pas une question d'argent, c'est une question de courage. Alors, pour réussir cela, nous allons être à vos côtés. Ce qu'on va faire, d'abord, nous allons commencer à vos côtés, on l'a vu ce matin, à rénover les écoles pour une quinzaine d'écoles, les opérations menées par l'agence nationale de la rénovation urbaine (ANRU), avec aussi ce qu'on a mis dans le plan de relance et les dotations exceptionnelles permettent de financer une quinzaine d'école d'ores et déjà. Mais on l'a vu ce matin, l'école que nous avons visitée, elle, sera rénovée avec 90 % d'Etat et donc cela a déjà commencé. Et c'est inédit, c'est lié au contexte, c'est la mobilisation de l'ANRU, j'y reviendrai, et la relance.

On doit aller plus loin et vous m'avez posé sur la table ces difficultés. Maintenant, on doit tout mettre en place. Il y aura des nouvelles opérations de renouvellement urbaines qui permettront d'avoir des financements. On aura des financements, je ne veux pas être si technique et vous barber, de la dotation dite DSIL qui permettront de d'abonder. Et puis, on va devoir abonder un peu plus. Et donc, on en a beaucoup discuté, nous allons créer une société ad hoc, dont Monsieur le maire aura la présidence. Elle sera sous pilotage de l'Etat, on connaît ces formules ici à Marseille. Et je veux qu'on puisse la mettre en place d'ici la fin de l'année. Son objet, ce sera la réhabilitation et la reconstruction des écoles identifiées avec la Ville comme étant les plus délabrées. Pas à l'identique, mais en veillant à proposer des locaux modulables, adaptés aux pratiques aussi, sportives, artistiques, aux innovations pédagogiques. On va donc créer cette société avec un pilotage de l'Etat, la présidence du maire, un financement. Il faut que d'abord, on y voit clair sur le nombre d'écoles qu'on doit mettre dedans, parce que dans nos 74 écoles, il y en a qui sont en train d'être prises en charge dans le cadre de nos programmes de l'ANRU, des financements déjà décidés. Et donc cette société, on y mettra un financement conséquent, et je souhaite qu'on prenne les prochaines semaines pour finaliser à la fois l'organisation et en quelque sorte les quote-parts. Mais je le dis très clairement, compte tenu de l'urgence, on y interviendra. On y interviendra en subventions, en avances remboursables ; on trouvera les bons mécanismes. Et je demande à Monsieur le préfet et Monsieur le recteur en lien avec Monsieur le maire, de finaliser cette société et son financement et ce qu'on y met dedans. Je le dis, il faut porter des projets innovants que ce qu'on a vu ce matin.

Mais à côté de ça, on ne doit pas négliger ce qu'il y a au-delà du bâtiment. D'abord, la sécurité aux abords de l'école. C'est pour ça que dans le plan caméra que je propose, je souhaite qu'on y déploie aussi, qu'on privilégie les écoles. J'ai entendu trop de parents d'élèves et d'enseignants me dire qu'ils avaient peur au moment des entrées ou des sorties. Donc, on doit vraiment assurer une meilleure sécurité collectivement. Ensuite, c'est le fonctionnement, je l'évoquais tout à l'heure en étant assez direct sur les difficultés.

Et puis, c'est de mettre en œuvre ce qui est ce besoin d'avoir un temps scolaire un peu différent. Et donc je veux qu'on puisse ici innover. Est-ce que notre école est celle dont on rêve aujourd'hui totalement ? Notre école, elle est remarquable. L'École ouverte pour laquelle on s'est battu pendant cette crise, c'est une fierté française. L'École de la République qui a permis à beaucoup d'entre vous d'être là où ils sont. c'est une chance.

manipuler le savoir de la République que la permis de développer à partir de ce qu'on a, et c'est ça
Et c'est ça ce qu'on veut reconquérir, et c'est le travail qu'on fait depuis 4 ans en remettant les savoirs
fondamentaux, en ayant dédoublé les CP et CE1, maintenant les grandes classes de maternelle, en ayant fait
les devoirs faits, etc., etc.

Mais est-ce que c'est suffisant ? Je ne crois pas. On doit pouvoir aller plus loin. Et dans les quartiers où la situation est la plus difficile, qu'est-ce qu'on doit pouvoir faire ? En fait, donner plus de liberté en même temps qu'on donne plus de moyens. Il faut qu'on ait des directeurs d'école à qui on permet d'avoir un peu plus d'encadrement. Il faut que ces directeurs d'école ils puissent choisir l'équipe pédagogique. Je dis plein de gros mots pour beaucoup de gens, j'en ai conscience. Mais je dis ce que j'ai entendu parce que les parents me disent ; à tel endroit, les profs ne viennent plus, etc. Ça arrive, parce qu'il y a des gens qui sont fatigués de travailler trop longtemps dans des quartiers difficiles et c'est vrai. Et donc on doit permettre aussi à nos enseignants d'être relevés parfois quand ils sont dans les quartiers difficiles. On doit surtout permettre aux enseignants de choisir ces quartiers et les projets et les projets pédagogiques qui vont avec. Ce n'est pas assez le cas aujourd'hui. Et donc c'est beaucoup plus que les postes à profil, le problème est beaucoup plus grave, c'est de vraiment permettre, de faire un laboratoire de liberté et de moyens, un projet pédagogique qui est adapté aux élèves.

Ou quand on a beaucoup d'élèves qui sont allophones, on doit permettre peut-être d'avoir des aides en plus des enseignants en plus, d'être doté de moyens, d'adapter les rythmes scolaires pour les enfants, de penser le temps sportif différemment grâce aux infrastructures qu'on veut aussi mettre en place, de penser le temps culturel à côté de l'école différemment et de permettre de le faire, et en quelque sorte d'avoir une équipe qui n'est pas simplement faite d'enseignants mais de pouvoir d'abord choisir les enseignants qui y sont, être sûr qu'ils sont pleinement motivés, qu'ils adhèrent au projet, ce qui est je crois normal parce que c'est dur, et de pouvoir aussi y associer des acteurs extrascolaires qui partagent l'objectif.

Cette école-là, complètement, elle n'existe pas en France aujourd'hui. Le Grenelle a permis de faire voir cela, on a beaucoup d'exemples dont on parle tout le temps, le modèle finlandais ou autres. Il nous faut aussi tisser ce moment entre l'école primaire et le collège qui est souvent celui où les enfants décrochent parce que pour des enfants, même si on a fait ce qu'on a fait en CP/CE1, dédoubler les classes, le passage du CM2 à 6ème c'est terrible, c'est très dur. Et donc il faut qu'on puisse avoir des enseignants qui seront référents, qui vont les accompagner et penser cette période qui va du CM1 à la 5ème. Toutes ces innovations, on en rêve.

Le système a beaucoup bougé, nos enseignants font un travail extraordinaire et sont très engagés, et je les en remercie. On doit aussi nous continuer de mieux les rémunérer, c'est la logique qu'a commencé le ministre avec le Grenelle. Si on veut aller plus loin et plus vite, le rythme pour ces quartiers doit être beaucoup plus fort. Et donc je veux ici qu'on puisse en quelque sorte innover et mettre en place, à côté de ces investissements dans les bâtiments, une méthode radicalement nouvelle pour l'éducation de nos enfants. Inventer ici l'école du futur. Si on dit on fait cet investissement extraordinaire, ça ne doit pas simplement être dans les bâtiments, on doit le faire aussi dans les méthodes. Et inventer l'école du futur, il faut le faire dans les endroits qui sont les plus en difficulté parce que c'est là où on doit mettre très vite beaucoup plus de moyens et avoir les équipes les plus motivées, avec justement une capacité à différencier les choses.

On l'a commencé avec les cités éducatives, Madame la ministre, mais c'est ça qu'on va démultiplier. Ce rêve de l'école dont on parle tant et tant depuis tant d'années, on ne peut pas le faire dans toute la France au même rythme en 6 mois. Ce serait faux de vous le dire. Parce que c'est une énorme machine, c'est normal. Mais je veux qu'on puisse le commencer très vite ici et donc que ces 50 écoles on puisse les définir avec les élus, les familles, les parents d'élèves, les associations et évidemment nos enseignants, qu'on les définisse là dans les tout prochains mois et qu'on puisse lancer ce projet dans les premières écoles, où on pourra donc adapter, repenser les projets d'apprentissage, les rythmes scolaires, les récréations, la durée des cours, les façons d'enseigner, et qu'on puisse commencer dès la rentrée 2022-2023. Et évaluer ensuite ces résultats et, s'ils sont concluants, les généraliser. Et on fera cette même innovation dans plusieurs autres quartiers de la République.

Au fond, l'idée est simple : donner plus de liberté pour obtenir plus de résultats. Et je suis convaincu que c'est ainsi qu'on y arrivera. Alors il n'y a pas que l'école, il y a le passage de l'école au collège et dans ces innovations on le prendra en compte. Mais les décrocheurs sont aussi nombreux après, dans le temps du collège et du lycée. Et d'ailleurs, on a commencé à innover à Marseille avec les micro-lycées. Il s'agit de classes d'une vingtaine d'élèves, intégrées au lycée existant, il en existe une au lycée Diderot, qui réunissent ceux qu'on appelle souvent des décrocheurs, autour d'un objectif qui est de réussir le baccalauréat. Et cela fonctionne depuis trois ans, on a 80% des élèves du micro-lycée de Diderot qui ont par exemple obtenu leur diplôme et raccroché le système parce que ce sont de toutes petites classes et qu'on y met vraiment les moyens. Et donc je souhaite que, dans le même temps, dès la rentrée 2022, on ait 10 micro-collèges et 10 micro-lycées qui s'installent à Marseille, dans les quartiers les plus en difficulté où on a nos décrocheurs très jeunes, et qu'on puisse avoir la réponse éducative qui convient. Parce que nous avons tous été bouleversés quand un jeune garçon de 14 ans a été abattu. Et évidemment la réponse est sécuritaire, mais la réponse, elle est aussi

éducative et familiale. Parce que ce qui est insupportable, c'est qu'un jeune garçon de 14 ans se retrouve hors de l'école à faire ce qu'il était en train de faire. Et donc c'est aussi à travers une telle réponse que nous aurons une solution durable pour la sécurité, mais surtout pour que nos enfants aient le même droit de s'émanciper et d'apprendre partout.

Le second combat pour la jeunesse, après cette ambition pour l'école et l'éducation, pour lui offrir justement ce droit à l'avenir, quelle que soit la famille, c'est le combat pour l'emploi. C'est le combat pour l'apprentissage. C'est le combat pour l'entrepreneuriat. C'est le combat pour l'émancipation économique. Tous les jeunes que j'ai vus hier comme aujourd'hui, ils ne m'ont pas demandé des aides, ils ne m'ont pas demandé d'argent public, je vous le dis très clairement : ils m'ont demandé d'être embauchés. Souvent, ils avaient même le nom de l'entreprise qu'ils voulaient. Je vous préviens, on a pris les noms d'ailleurs. Donc, vous allez recevoir les courriers. Ils connaissent très bien les entreprises marseillaises d'ailleurs, et ils m'ont dit : « elles sont de l'autre côté ».

Mais ce qui était frappant, ils m'ont tous dit : « nous on a le mur et les rails, et de l'autre côté, il y a des entreprises et des embauches, mais nous, elles ne nous embauchent pas ». Elles n'embauchent pas parce qu'il y a encore partout en France, malgré tout ce qu'on a fait, des réticences, des réticences quand on vient de tel quartier, quand on porte tel ou tel prénom, ça existe encore. On a lancé ces opérations de testing, on a lancé ces opérations pour les stages. Je pense qu'on arrive à conjurer ces préjugés quand on développe de l'apprentissage, comme beaucoup d'entre vous ont commencé à le faire, parce qu'on connaît à ce moment-là les jeunes, on s'en familiarise et puis on casse les tabous. C'était essentiel. Et puis, beaucoup d'entrepreneurs me l'ont dit avec honnêteté. Il y a de la réticence aussi parce qu'on sait que ce sont des personnes qui auront beaucoup de mal à se déplacer. Et parce que c'est parfois un univers de passer des quartiers nord à l'endroit où se situe l'entreprise, où il y a des opportunités économiques.

Evidemment - et j'y reviendrai - la réponse est aussi dans la capacité à réaménager la ville et dans le transport, mais elle passe par une mobilisation économique. Et là aussi, je vous le dis, il y a tout pour réussir. Ce n'est pas tellement de l'argent public sur cette affaire. C'est une capacité collective à organiser et mobiliser toutes les bonnes volontés pour être sûr que les énergies qu'il y a de tous ces jeunes qui veulent bosser à côté des entreprises qui sont en train d'embaucher et qui ont des manques de main d'œuvre, on arrive à ce qu'elles se rencontrent. Et je vous le dis en toute sincérité. Alors il faut évidemment les aider à franchir des barrières, celle des préjugés, le permis de conduire, les difficultés et les formations complémentaires pour y arriver. C'est ça, cette petite passerelle qu'il faut faire. Et donc, il faut rapprocher ces jeunes des entreprises et soutenir ceux qu'ils font.

Beaucoup d'initiatives sont prises ici. L'Olympique de Marseille qui plus qu'un club, est décidément l'âme aussi de la ville, cherche, il est prêt à créer des formations adaptées aux besoins du monde économique. Il y a déjà l'Académie. Il y a aussi les formations, Dimitry est là, à nos côtés, je le salue. Il est aussi très mobilisé aux côtés des jeunes, mais je salue vraiment le président du club qui veut faire encore plus pour des formations. Le projet « Réalise tes rêves » a ainsi permis de remobiliser déjà des centaines de personnes éloignées de l'emploi et nous l'encourageons. J'appelle toutes les entreprises à rejoindre ces initiatives et à faire en sorte que l'embauche des jeunes que l'on dit des quartiers se fasse plus rapidement et que l'on arrive à créer plus directement des emplois dans nos quartiers.

On doit ensuite encourager l'entrepreneuriat. Je l'ai souvent dit. Je crois d'ailleurs que des personnalités locales comme Bernard TAPIE, pour lequel j'ai une pensée en ce moment parce qu'il se bat avec beaucoup de courage et de dignité contre la maladie et il a fait beaucoup pour cette ville. Des personnalités comme Bernard TAPIE ne le renieraient pas, mais je l'ai souvent dit pour les jeunes des quartiers : pour eux, c'est plus facile de trouver un client que de trouver un emploi. Et c'est vrai. Et donc, l'entrepreneuriat est une formidable source de mobilité dans les quartiers parce qu'il a l'esprit de débrouille, parce qu'il y a la volonté de faire et l'énergie et parce que le client, si on apporte un , si on est prêt et qu'on a cette énergie, il veut le . La question est de savoir si vous avez tel CV ou autre. L'énergie est là au contact. Et donc il faut qu'on aide aussi à développer l'entrepreneuriat dans nos quartiers. Ce n'est pas faute de projets, encore moins faute d'élan. Mais là aussi, c'est de mettre en relation ceux qui sont prêts à le faire et les structures qui existent. Les acteurs qui sont là et les financements. Nous allons donc tout mettre en œuvre pour inverser cette tendance et développer partout l'entrepreneuriat.

Alors, il y a des initiatives qui existent et qui sont portées par la plateforme, l'école D-15, les associations, comme les Déterminés. Je pourrais également évoquer spécifiquement dans les quartiers nord, le Carburateur, l'Épopée, le Cloître. Ce que j'ai envie de vous proposer et qu'on puisse faire ensemble, c'est deux choses. C'est d'essayer de conjuguer ses énergies et de simplifier l'accès à ces offres pour la formation, l'alternance, l'apprentissage ou l'entrepreneuriat pour nos jeunes. Et donc d'abord, qu'on travaille ensemble et la Banque publique d'investissement sera à vos côtés pour vous y aider et contribuer à un investissement supplémentaire pour créer 3 carrefours de l'entrepreneuriat à Marseille, qui seront des grands lieux dédiés où les jeunes qui ont des projets seront gratuitement formés, conseillés, mentorés par des dirigeants d'entreprises, des associations et accompagnés par des s publics.

Ensuite, c'est qu'on puisse tester ici à Marseille, le déploiement d'une belle et grande idée qui est le capital « jeunes créateurs » : concrètement, il s'agit d'offrir à tous les jeunes qui justifieront d'un projet sérieux, un accompagnement et une dotation plusieurs milliers d'euros pour leur permettre de se lancer dans l'aventure entrepreneuriale. Beaucoup de jeunes disent « j'ai une idée, mais je n'ai pas de réseau, je n'ai pas le financement ». Ça sert à ça, le capital « jeunes créateurs ». Et là aussi, on veut ici lancer comme un projet pilote pour le généraliser. Et puis, je veux qu'on arrive à ce que toutes les initiatives qu'il y a sur le territoire d'embauche et de formation des jeunes, des programmes d'alternance, on arrive à les fédérer au fond autour d'un guichet unique qui permettrait d'avoir deux types d'actions. D'abord, une même plateforme qui permet de rejoindre toutes les initiatives que vous avez avec beaucoup d'énergie mise en place mais il faut que nos jeunes aient en quelque sorte une adresse unique. Une forme de capacité à y accéder de manière très simple pour que tous les élus qui sont là sur le terrain et les associations qui sont à leurs côtés puissent leur dire : écris ou appelle à ce numéro-là. C'est très bête, ça ne règle pas tout, mais ça simplifie beaucoup de choses. Quand on est dans une misère noire et que c'est très dur, le pire ennemi, c'est la complexité. Et s'il y a 4 initiatives, il y en a déjà 3 de trop parce qu'on ne sait pas laquelle choisir et donc, il faut qu'on ait en quelque sorte cette même plateforme, ce guichet unique de toutes les initiatives.

Et derrière, je souhaite qu'on développe - et on va le faire à vos côtés - on va inventer cette formule, comme on le fait en quelque sorte pour le vaccin, une stratégie du « aller vers ». On doit aller dans les quartiers. Certaines associations le font formidablement. On l'a vu hier, mais elles le font avec leurs moyens. Elles ne sont pas toujours connectées avec les entreprises et ces initiatives entrepreneuriales. On doit quand même faire le branchement. Si je peux aider à faire ça et vous présenter les uns les autres, je suis prêt à le faire. Et donc là-dessus, si on met ce financement en place, on peut démultiplier les initiatives formidables qui ont été lancées et donc je souhaite là que d'ici un mois et demi, on mette en place la structure pour essayer non pas du tout de raisonner ou de mettre en coupe réglée tout ce qui a été fait. J'ai été impressionné par ce que j'ai vu, ce que j'ai découvert, ce qu'on m'a raconté et vraiment ce que les entrepreneurs d'ici font avec beaucoup de courage, je trouve ces initiatives remarquables et ils le font avec un engagement fort pour la cité et la vie de la cité, mais c'est vous aider à réussir plus vite et plus fort avec du financement, de la mobilisation, de la simplification, si je puis dire. On va lancer des grandes opérations de renouvellement. Je sais que le BTP marseillais est prêt à se mobiliser. On y va et on va vous aider pour embaucher ici en lien avec les quartiers.

Le numérique. Beaucoup d'entreprises du numérique sont là. Je reconnais des visages amis, qu'il s'agisse de l'agritech, de la biotech, de la cleantech, du numérique de s. Là aussi, on crée des emplois et des opportunités. Allons-y ! Mettons-les sur la table et qu'il s'agisse des grandes entreprises, de réseaux de nettoyage, de transport. Là aussi, il y a des emplois parfois peu qualifiés qui sont recherchés, il y a des jeunes qui sont prêts à les prendre. Et donc, je nous donne jusqu'à mi-octobre pour qu'on définisse, parce que c'est très simple, cette plateforme commune et ces 3 carrefours de l'entrepreneuriat. Je pense que si on se dote de ça, qu'on lui donne beaucoup de publicité et que ces noms comme ces numéros de téléphone sont connus dans les quartiers, je suis sûr qu'on cassera beaucoup de murs et beaucoup de barrières. Et puis après, on va surtout l'évaluer et le suivre parce que sinon on a des résultats qui ne correspondent pas aux énergies.

Pour les jeunes les plus décrochés, les plus en difficulté, je veux aussi qu'on mobilise des instruments qu'on connaît, mais qu'on a insuffisamment développés : le militaire volontaire. Ce dispositif qui, sur le modèle de ce qui se fait Outre-mer avec le militaire adapté qui est une formidable organisation qui, depuis 60 ans, a donné des résultats extraordinaires, accompagne des jeunes qui sont parfois déjà marqués par la vie, qui ont subi parfois le pire dans leur vie intime, familiale ou éducative et leur permettre d'acquérir des compétences techniques, académiques, de transmettre aussi des valeurs républicaines, un savoir-être par un encadrement militaire, par des règles qu'on réapprend. 100 jeunes Marseillais seront accompagnés dès l'automne, qui entreront dans un parcours de formation professionnelle auprès de nos militaires des Bouches-du-Rhône, de nos terriens et de nos marins pompiers. Là aussi, on évaluera le dispositif et je suis prêt à ce qu'on continue de manière régulière à le faire monter en charge parce que c'est un bon dispositif pour les jeunes qui sont les plus éloignés, pas simplement de l'emploi, tout simplement de la vie normale. Et il faut mesurer que ce qu'on va essayer collectivement de faire pour nos enfants, et votre génération. C'est déjà trop tard pour des jeunes qui ont 18-20-22 ans et qui ont été marqués par le pire, mais il n'y a pas de fatalité et on peut les rattraper si on se donne les moyens de cet investissement, ensemble.

Parce qu'il n'y a aucune fatalité. Moi je ne me résous pas à l'idée qu'on naîtrait chômeur, qu'on naîtrait dealer ou autre. On le devient parce qu'il y a eu des injustices de la vie, parce qu'on a été découragé, parce qu'on n'a pas été accompagné comme il le fallait, parce qu'à un moment, on a baissé les bras ou on a cédé à certaines sirènes parce qu'on n'a pas eu les mêmes chances que les autres. Ce que nous n'avons pas le droit de faire, c'est qu'à chaque fois qu'il y a une volonté, on n'ait pas la bonne réponse et le bon accompagnement. Vous l'avez compris, pour moi cette deuxième ambition dont on doit se doter, tout est là, dans Marseille, tout. C'est de réussir à ce que cette énergie entrepreneuriale qui est dans la ville partout et qui est impressionnante, permette de répondre aux besoins de notre jeunesse.

La troisième ambition, pour voir grand, pensez ce Marseille en Grand, c'est la culture. C'est l'identité même de

la ville pour toutes celles et ceux qui l'aiment. C'est son histoire, celle de ses écrivains, de ses cinéastes, ses musiciens, et celle de ses théâtres, ses cinémas d'art et d'essai, de sa création, celle des séries aujourd'hui, celle de ses peintres, de ses sculpteurs. Alors, je souhaite qu'on puisse mobiliser d'ici la fin de l'année autour de nos acteurs publics, du FRAC et de plusieurs autres, plusieurs grands projets qu'on puisse ensemble essayer de structurer pour dessiner ensemble ce qu'est cette culture, ce projet de la culture 2030 du Marseille en Grand.

Mais il y a un projet sur lequel je souhaite, ensemble, et parce que c'est aussi l'émanation de toutes les énergies qui sont là, parce que c'est le moment, c'est le moment en France et c'est le moment à Marseille, parce que plusieurs sont prêts à relever le défi et ce sont des gens qui ont déjà réussi et qui ont une expérience, c'est celui du cinéma et de l'audiovisuel. D'une part, parce que nous avons plus de 400 tournages accueillis en 2019, trois fois plus qu'il y a 10 ans, des films emblématiques récemment mis à l'honneur au Festival de Cannes et qu'il existe à Marseille un terreau favorable. D'autre part, parce que nous, Français, nous avons porté ce modèle au niveau européen. Ça fait maintenant quatre ans qu'on se bat pour défendre le droit d'auteur, les droits voisins, la possibilité de créer. On a gagné cette bataille au Parlement européen. On est en train de la décliner et surtout, on est en train de faire passer quelque chose d'unique qui est le fait que le modèle français historique est en train de devenir le modèle européen. Et je salue ici la présence de Françoise, qui était au début du quinquennat à mes côtés et j'y reviendrai tout à l'heure parce qu'elle continue à l'être par d'autres projets. Mais on est en train de réussir une vraie bataille culturelle. Ce n'est pas la France qui défend son exception culturelle, c'est la France qui est en train de conquérir l'Europe en transmettant ce virus qui est de protéger les auteurs, de reconnaître la place de la création. Et donc par le décret dit SMAD qui est paru le 1er juillet, on va contraindre les plateformes américaines à investir dans la création française. Et donc offrir des perspectives de développement majeurs qui se chiffrent en centaines de millions d'euros.

Et donc c'est le moment d'investir dans les industries culturelles et créatives, dans le cinéma et dans l'audiovisuel. Et à Marseille, il y a la capacité de le faire, il y a les talents, il y a les studios, il y a l'envie et il y a des opportunités pour les jeunes. Les acteurs ici ont pour projet de créer et la région que je salue est prête à s'engager très fortement dans un grand projet européen de l'audiovisuel à la dimension de l'arc méditerranéen en agissant d'une part sur la production et les infrastructures d'accueil de tournages et d'autre part, sur la formation aux métiers du cinéma et de l'audiovisuel. Ce que nous devons créer ensemble à Marseille, ce que vous devez créer, ce sont ces grands studios de la Méditerranée qui permettront d'avoir l'infrastructure pour les tournages de grands films, de grandes séries. C'est aussi les techniciens pour le faire et les créateurs. Et donc avoir les écoles qui permettent de les former, c'est d'avoir aussi les pôles de création en matière de numérique, en matière technique. Très clairement, je vous le dis parce qu'on en a parlé très longuement ces derniers jours, allons-y. Nous soutiendrons la modernisation du pôle médias de la Belle de Mai, nous ouvrirons aussi un nouveau site pour créer une base logistique pour accueillir les tournages, développer les studios, créer le premier bassin de tournage en mer. Nous implanterons également à Marseille une école CinéFabrique, pour les 18-25 ans, comme cela a été fait avec succès à Lyon de manière impressionnante et j'en salue les auteurs et les acteurs ici. Et dans cette odysée en quelque sorte de culture, oui cher Costa GAVRAS, l'Etat est prêt à vous accompagner dans votre projet de création d'une antenne marseillaise de la cinémathèque française pour transmettre, faire vivre ici la mémoire du cinéma et surtout le plaisir du cinéma.

Le projet est là, les autorités culturelles et artistiques sont là, et on sera à vos côtés. Tout cela fait sens, tout cela est porté et correspond à ce que les acteurs à Marseille portent, font depuis des années, parfois des décennies. Vous avez ici des cinéastes formidables comme Robert GUÉDIGUIAN, vous avez ici des acteurs formidables, vous avez des cinémas d'art et d'essai qui se battent depuis des années et des décennies pour maintenir la culture partout, et ils le font en lien aussi avec vos théâtres. Ici, nous pouvons créer un des grands pôles français de cette industrie culturelle et créative.

Il y aura la région parisienne, il y aura le Nord, Montpellier a aussi des capacités extraordinaires sur le numérique, la production, les studios. Mais à Marseille, on doit créer ces grands studios de la Méditerranée, innover et en même temps créer ces grandes écoles de formation. Cette ambition, c'est une ambition pour demain, mais elle commence aujourd'hui. Et cette ambition, c'est aussi de la formation et des emplois pour nos jeunes parce que ce sont des métiers qui correspondent à leurs envies et à leurs histoires à raconter. Et je vous le dis très sincèrement, je pense que c'est une chance inouïe parce que c'est un combat culturel et politique, parce que partout à travers la Méditerranée des séries, des films sont en train de se faire, parce que la France a la capacité de continuer à porter un grand cinéma et la production de séries. Et parce que si on laisse aux autres, en particulier aux Anglo-Saxons, l'exclusivité de la production cinématographique et audiovisuelle, nous perdrons ce combat culturel. Et dans 10 ans, dans 15 ans, ce ne seront plus nos imaginaires, nos histoires qui se raconteront, mais les leurs. Et ici, il y a une chance formidable, il y a des enfants, des familles qui viennent de partout dans la Méditerranée, des rives européenne, libanaise, marocaine, algérienne, tunisienne, égyptienne. Et ils ont leurs imaginaires, ils ont leurs histoires. Mais ils ont aussi du coup la capacité à les exporter et nous avons la capacité en France, et surtout depuis Marseille, à créer, créer des histoires, des contenus qui vont parler à ces jeunesse de l'Afrique et du bassin méditerranéen. C'est cette ambition que nous devons avoir.

Moi, je veux que la jeunesse, qui est fille de cultures multiples, ne se dise pas "Ma culture est un peu une honte et je dois me faire ma place dans la République." Elle a toute sa place, elle est totalement dans la République française, mais elle est une chance pour la République parce qu'elle a en plus son propre imaginaire, son propre destin. Elle conjugue au pluriel. Et donc nous avons la capacité de porter un cinéma et des séries qui parleront à toute l'Afrique et la Méditerranée. Ce que je vous dis n'est pas un rêve, c'est une conviction. Si on s'en donne les moyens, si on investit, si on forme et si on permet à des jeunes qui vont écrire ces histoires, qui en seront les techniciens, les acteurs, de le faire. C'est la vie de bohème, diront certains. C'est la vie de bohème, c'est vrai, créer, mais c'est beaucoup d'emplois. Ce sont des dizaines de milliers d'emplois ce dont je vous parle. Ne vous trompez pas, les industries culturelles et créatives, la culture, c'est un pilier de la vie économique de demain, un pilier. Et nous devons porter cette ambition, et on peut le faire depuis ici.

Aux côtés de cette initiative, je souhaite qu'on puisse donc, d'ici à la fin d'année, construire autour de nos grands acteurs publics et avec la myriade d'acteurs privés et d'initiatives quelques grands projets, mais qui doivent partir du terrain, être ainsi construits, comme on vient de le faire pour la Cinémathèque, les grands studios et l'école, une réponse qui a du sens. Ce n'est pas à moi de la dicter. Je suis prêt à porter cette ambition et à vous aider à la démultiplier. Marseille, capitale de la culture européenne, ça ne doit pas durer simplement une année. Ça doit être une ambition pour l'avenir.

Et puis enfin, c'est le quatrième rêve, la quatrième ambition que je veux porter avec vous, Marseille doit être pleinement au cœur de sa vocation européenne, de ce que vous avez rappelé Monsieur le maire, et donc pour cela porter des grands projets européens structurants. Réussir à désenclaver sa ville et la rouvrir sur la Méditerranée et porter ce rêve méditerranéen et ces deux gestes vont ensemble parce que si Marseille a ces fractures, c'est qu'elle s'est repliée sur elle-même et par rapport à la mer. Et donc c'est d'abord le logement. Mais on ne fera pas de Marseille une capitale méditerranéenne si on ne règle pas le problème de l'aménagement de la ville et des quartiers. Je vous le dis parce que personne ne nous croira sur le fait qu'on est accueillants.

Le premier grand projet concerne le logement. Nous faisons déjà beaucoup avec l'ANRU, nous sommes prêts à mettre davantage, nous avons la possibilité de doubler cette enveloppe si on porte véritablement des opérations d'envergure et je suis prêt là aussi à pousser des expérimentations sur le sujet, y compris une grande opération d'intérêt national. Car c'est avec ces grandes opérations qu'on n'a pas simplement le financement mais qu'on réduit les délais. On va compresser les délais, aller plus vite et plus fort. Ça c'est pour le logement, pour la rénovation urbaine, c'est une nécessité. Je veux qu'on porte ensemble des projets forts. Il nous faut redonner pas simplement de l'espoir mais de la dignité à nos enfants, à nos jeunes, à leurs parents. Ce n'est pas la vie de bohème ce que je dis : c'est la capacité de permettre simplement à ce que tout le monde ait le droit à la même chose. Quand on grandit, que l'on s'habitue à un endroit qui est sale, on se dit qu'on n'a pas le droit à mieux et qu'on n'a pas sa place dans la République et donc dès le début on grandit dans une forme de dissidence et par nos négligences on la justifie. La Nation c'est aussi un projet poétique, au sens plein du terme, c'est une nécessité de le faire dans nos quartiers.

On a parlé du logement, mais quand on parle du logement, on doit aussi de parler des transports. Nous en avons longuement parlé avec vos élus, avec les forces économiques et donc grand projet d'aménagement et aussi en matière de transports. Et nous savons les besoins là-dessus. Les projets, ils sont sur la table. Pourquoi ils ne trouvent pas une réalisation, là encore ? Là encore, parce qu'à Marseille, c'est trop compliqué. Parce que c'est le seul endroit où on a créé une métropole qui passe beaucoup trop de temps à redistribuer, qui a gardé la complexité d'avant et qui est en quelque sorte, du coup, elle aussi, a du mal à porter les projets d'intérêt métropolitain qui est un problème. Et donc, elle a des coûts de fonctionnement trop importants.

Elle a une complexité trop importante. Tout cela doit se régler. Ça doit se régler dans la concertation, avec beaucoup de respect pour les maires concernés qui sont ici présents. Mais c'est cette situation qui fait que les investissements qui auraient dû se faire, conjugués peut être à un manque d'investissement passés par ailleurs, ne se sont pas produits. Bilan des courses : il y a entre 3 et 4 milliards d'investissements sur la table. Alors là aussi, l'Etat doit être présent, sinon tout est bloqué. On ne peut pas avoir la deuxième ville de France qui est aussi embouteillée avec les sujets de pollution, d'accès au travail, d'accès aux ports comme à l'aéroport, et tout ce qui s'ensuit. Néanmoins, je vous le dis en toute sincérité, si l'Etat ne fait que financer, je ne joue pas mon rôle. Nous devons financer pour débloquent la situation, mais nous devons financer à la condition qu'on règle les problèmes d'organisation et de gouvernance. Sinon, je mets plus d'essence dans un système qui continue à garder les mêmes freins. C'est non.

Alors, pour y répondre, je suis prêt à ce que, dans un premier temps, on puisse avoir ce financement d'un milliard d'euros, dont 250 millions en subventions, qui sera engagé par l'Etat à la fois pour l'accessibilité et des projets très concrets identifiés : l'automatisation du métro, la création de quatre lignes de tramway et de cinq lignes de bus à haut niveau de qui répondent à cet objectif. C'est un début. Je suis même prêt à ce qu'on fasse davantage et qu'on monte la part de contribution de l'Etat sur les projets de transports qui sont structurants pour désenclaver les quartiers nord et permettre de lier le nord au sud. Mais à une condition claire, c'est que cet effort majeur de la nation ne se disperse pas en redistributions inutiles. en compensation diverses. en

soit en tant que maître de la nation ne se dispense pas en réalisations mêmes, en compensation ailleurs, en paiement de fonctionnement indus, mais qu'il garantisse des réalisations concrètes utiles aux déplacements de tous. Pour ce faire, la métropole doit faire évoluer sa gouvernance en s'affirmant comme l'opérateur des politiques de transports dans un cadre institutionnel revisité. C'est une condition indispensable et c'est une condition préalable.

Je sais, Madame la Présidente, que c'est l'esprit qui est le vôtre. Vous êtes aussi l'héritière, comme vous l'avez dit, Monsieur le Maire, pour ce qui est de votre situation. Je pense qu'il faut la changer maintenant. Parce que si on ne la change pas maintenant, tout ce que je vous annonce, ce seront des annonces dont on dira "Vous ne l'avez pas fait" et je n'y serai pas pour grand chose. J'aime pouvoir rendre compte de ce que je dis, donc j'aurai la même exigence.

La mise en place d'un RER à la marseillaise va également s'accélérer puisque le financement du démarrage de la nouvelle signalisation sur la ligne Marseille - Vintimille qui conditionne la réalisation de ce projet est bouclé. 300 millions d'euros dont 115 millions d'euros de la part de l'Etat seront ainsi investis et ce, sans attendre la réalisation d'une nouvelle ligne à grande vitesse. J'ai par ailleurs annoncé aux élus locaux que le projet de ligne nouvelle Provence Côte d'Azur Marseille - Nice, qui inclut la traversée souterraine de Marseille, et le grand et beau projet de réaménagement de la gare Saint-Charles pourraient entrer dans une nouvelle phase : 1,4 milliard d'euros sur les 3,5 milliards d'euros de budget seront bien apportés par l'Etat. J'en prends ici l'engagement. L'ordonnance portant création de l'établissement public de ce grand projet sera mis en chantier dès le mois prochain. Et je veux également vous confirmer que l'Etat assurera les financements en bon ordre et dans les bons temps pour l'extension de l'aéroport et la facilitation de sa desserte et que les dispositions seront prises pour la finalisation d'ici à la fin de l'année 2023, comme il se doit pour les équipements qui étaient prévus pour les Jeux Olympiques.

Mais Marseille, quand on parle d'infrastructures, nous en parlons cher Rodolphe SAADE ce matin, c'est aussi et d'abord un port. Et c'est en effet par son port, toujours, que Marseille a vécu ses âges d'or, c'est par son port que Marseille a embrassé et séduit le monde, Monsieur le Maire vous l'avez admirablement rappelé : c'est par son port que Marseille a pu être cette Athènes de la Méditerranée dont parlait Châteaubriand. Le port de Marseille mérite donc des investissements massifs. Il doit être modernisé, mieux relié et pensé lui aussi en grand. Modernisé : nous voulons d'un port vert avec des quais enfin électrifiés, des financements seront garantis. Mieux reliés, dans le cadre du plan de Relance, la gare de fret Miramas sera rénovée et la desserte ferroviaire du môle Graveleau enfin réaménagée. Le lien entre le port et l'hinterland européen fera l'objet d'aménagements nouveaux et d'investissements exceptionnels. J'en prends ici l'engagement. Surtout, Marseille doit devenir la tête de pont de l'axe Rhône Saône. Et à cet égard, la transformation du port maritime en un grand port fluvio-maritime allant de Marseille à Lyon doit se faire, conservant son siège à Marseille, à travers une concertation avec les équipes de Lyon, permettra de lancer une infrastructure intégrée nouvelle.

Donc vous l'avez compris, ce que nous voulons faire, c'est à la fois moderniser le port, lancer dès maintenant les indispensables discussions qui permettront d'aller au bout de l'optimisation des espaces entre Fos et la ville, et là des modifications s'imposent, mais elles doivent être discutées et négociées, moderniser les infrastructures pour répondre à tous les objectifs, mais investir dans le fret ferroviaire et dans la stratégie fluviale. C'est la condition pour rendre le port compétitif et attractif et, en même temps, Madame la ministre, réduire les émissions carbone. C'est cohérent avec la vocation de la ville. C'est cohérent avec sa vocation d'être un pôle économique pour la Méditerranée. C'est cohérent avec aussi l'ambition écologique que les acteurs économiques portent et qui ont donné lieu à des investissements massifs, pour le LNG et d'autres. L'Etat sera là aux côtés de l'ensemble des collectivités, des entrepreneurs et du port. Le président du directoire du Grand Port est chargé de conduire ce projet. Et là aussi, toutes les nominations attendues seront parachevées. Le port d'abord, oui, car Marseille, c'est d'abord et avant tout cette vocation maritime.

Mais ce paysage à nul autre pareil du parc naturel des Calanques, les îles du Frioul, etc., c'est aussi cela la vocation méditerranéenne de Marseille. Ici, l'UICN a choisi d'organiser à Marseille son congrès mondial, ce qui est notre fierté à tous. Si ce congrès mondial de la nature commencera dès demain, ce n'est pas un hasard, c'est parce qu'il y a ici un environnement, une biodiversité absolument exceptionnelle. Nous aurons l'occasion demain, avec madame la ministre, de prendre des engagements, de porter des ambitions pour Marseille, pour les différents parcs du bassin, pour la Méditerranée et pour notre nation. Cette visibilité que ce congrès offre à Marseille ne doit pas être le coup de projecteur d'un jour. Marseille doit bien continuer à porter cette vocation et cette ambition écologique.

C'est pour cela que j'ai le plaisir aujourd'hui de vous annoncer le lancement d'un projet nouveau. Ce projet, il n'a pas du tout été pensé à Paris, il n'a pas été du tout conçu dans des bureaux, il est le fruit d'un mariage baroque entre deux rêves fous. En effet, nous avons décidé de lancer aujourd'hui Odysséo, une ambition qui accompagnera les populations à la transition écologique au travers de la création d'un réseau de lieux de sensibilisation, de recherche, de formation, d'innovation sur les pays bordant la Méditerranée. Ces lieux de vie permettront de fédérer les acteurs de la transition écologique de tout le bassin méditerranéen et impulseront un dialogue permanent entre les sciences et le grand public, entre les innovations technologiques et la préservation

de l'environnement, entre le monde artistique et culturel et les acteurs de l'économie.

Et vous voyez combien il est cohérent avec l'ambition que nous portons un instant pour le cinéma et la création. Un projet international dont je souhaite d'ici 2026 l'ouverture du premier lieu emblématique au cœur de Marseille avec vous, Monsieur le Maire, et dans un lieu que nous définirons avec le soutien de Renaud MUSELIER et de Martine VASSAL. Ce projet Odysséo veut être un lieu majeur d'éducation et de sensibilisation dédié à la protection de l'environnement méditerranéen. Et il correspond, Madame la Ministre, Madame la secrétaire d'Etat, à ce que vous portez pour notre pays et ce que nous aurons ensemble l'occasion de défendre. Il sera porté par Françoise NYSSSEN et Cyprien FONTVIELLE, à l'initiative d'un premier projet né de Méditerranée. Et ORA-ÏTO, porteur du projet Marsat au travers de la création d'une fondation qui permet dès cette année d'engager des initiatives que l'urgence de la situation appelle.

Ce projet nécessaire et unique, affichera l'engagement de la France à relever le défi de la transition. L'État accompagne déjà la mise en place de cette fondation et soutient les missions préalables à l'ouverture de ce premier lieu. Il participera, aux côtés des collectivités locales, de tous les partenaires publics et privés, à sa création, à son financement, à son déploiement. Et je pense que pour Marseille, cela doit être une insigne fierté de pouvoir ici porter ce qui est un rêve fou. Voilà aussi pourquoi je souhaite que Marseille puisse devenir comme vous le souhaitez chez Rodolphe, Monsieur le maire, la première capitale européenne de la mer en 2024. Voilà aussi pourquoi je souhaite que Marseille puisse ici abriter le Forum des mondes méditerranéen, avec l'ambassadeur, cher Karim AMELLAL, en février prochain. À ce moment là, nous aurons l'occasion de réunir ici toutes les sociétés civiles du bassin méditerranéen et de pouvoir porter les ambitions culturelles, entrepreneuriales, sociales que j'évoquais à l'instant de le faire ici avec les sociétés civiles de tous ces pays, y compris les pays parfois en guerre, en crise, où les régimes connaissent des transitions difficiles pour continuer à parler pudiquement. Mais de le faire ici en les réunissant et en démontrant cette capacité de Marseille à être ce cœur battant, ce foyer d'une ambition européenne.

Et voilà aussi pourquoi je suis si heureux que Marseille puisse accueillir dans 3 ans non seulement le tournoi olympique de football au Vélodrome, mais l'épreuve olympique de voile. En effet, des centaines de millions de téléspectateurs pourront alors découvrir son incomparable beauté et les Marseillais et Marseillais partager leur fierté. Voilà cette ambition méditerranéenne que je veux que nous portions pour Marseille et ce quatrième rêve.

Et donc vous l'avez compris, le défi qui est le nôtre, c'est de répondre aux urgences. Mais c'est aussi de penser Marseille en grand à travers ces quelques projets fous sur lesquels nous allons investir. Mais nous devons tous ensemble faire les efforts nécessaires pour agir, pour changer la vie. Mesdames et Messieurs, je vous le disais en introduction, vous avez entendu beaucoup de discours et souvent beaucoup de chèques. Ils ont parfois été faits et mal utilisés. Ils n'ont parfois été pas faits parce qu'il n'y avait pas les conditions requises. Je ne sais pas si nous allons réussir, je vous le dis très franchement mais je n'ai pas envie simplement de faire un discours. C'est pour cela qu'au-delà des mesures que je viens d'évoquer, de la confiance que j'ai dans les forces vives dans les élus et dans Marseille, je vous le dis très clairement ce soir, j'ai confiance. Je veux que ces promesses deviennent des faits. Parce que c'est notre devoir.

La première exigence doit être d'associer très largement. Ce n'est pas le plan de Paris, cela ne fonctionne jamais. Cela doit être l'ambition des marseillaises et des marseillais et c'est pour cela qu'à partir des grands axes que je viens de définir, je souhaite qu'une grande consultation soit lancée auprès de tous pour penser ce Marseille en grand et décliner les opérations concrètes. Je l'ai évoqué pour l'entrepreneuriat et l'accompagnement économique. Sur tous les axes, nous devons construire une consultation massive et la plus large d'ici à la fin de l'année. Ce pilotage du Marseille en Grand doit être fait par l'Etat, les collectivités, les entreprises et les associations. Parce que tout le monde doit avoir le droit de dire et de proposer et ensuite, dans la durée, de suivre, de contrôler et je souhaite aussi que toutes les initiatives concrètes puissent remonter. Associer d'abord.

La seconde exigence, c'est d'innover. Innover sur les projets, c'est ce que je vous ai dit, sur l'école, la création, l'environnement, parce que quand la situation est si difficile, il ne faut pas penser que les méthodes qui marchent à peu près ailleurs puissent faire des résultats formidables. Donc, on va innover dans la réponse. Mais nous devons aussi innover dans les méthodes, les institutions, la gouvernance. Et donc, sous trois mois, nous devons créer deux outils nouveaux : la Société publique d'intérêt national pour les écoles et le Groupement d'intérêt public pour les transports, puisque ce sera bien cette forme qui sera retenue pour les projets évoqués tout à l'heure. Sous trois mois, nous devons recruter les chefs de projets compétents. Sous deux mois, je souhaite aussi Monsieur le maire, Madame la présidente, et j'associe ici la région, que vous puissiez me faire des propositions sur la gouvernance pour mettre en œuvre ces projets et tracer très clairement les mécanismes financiers et l'argent. Sous deux mois parce qu'il nous faut pouvoir avancer vite, parce qu'il y aura peut-être des avancées qui seront souhaitées, pleinement partenariales parce qu'il nous faudra aussi peut-être modifier la loi pour le faire. Madame la ministre, et je salue l'engagement de la ministre Jacqueline GOURAULT sur tous ces sujets sans relâche et un texte de loi reviendra au Parlement au mois de décembre, en tout début décembre. Il nous faut avoir stabilisé les réponses institutionnelles. Mais tout ça nira pas sans ces

decembre. Il nous faut avoir stabilisé les réponses institutionnelles. Mais tout ça n'ira pas sans ces modernisations à rythmes forcés, si je puis m'exprimer ainsi, parce que si on prend le rythme naturel, ça ne marchera pas. Et donc, cette exigence, je vous la demande aussi.

La troisième exigence est de s'engager enfin sur un contrat. Le Premier ministre sera chargé de superviser avec tous les ministres concernés la déclinaison de ce plan pour toutes les politiques publiques portées par le Gouvernement. Monsieur le préfet de région, en lien évidemment avec tous les élus ici concernés, aura à piloter de manière très concrète la mise en œuvre de ce que je veux appeler un contrat d'ambition. Et je reviendrai. Je reviendrai d'abord au côté de nos pompiers à la mi-octobre, donc je ferai le point à six semaines puisqu'il y a plusieurs choses que j'ai demandé pour la mi-octobre et je reviendrai ensuite en février prochain pour pouvoir rendre compte de ce qui a été fait et de ce qui n'a pas été fait. Et donc associer les citoyens, innover sur la gouvernance, nous engager sur un contrat. Si nous remplissons ces trois conditions, alors, le temps de Marseille est véritablement venu. La question ne sera pas de savoir si demain, c'est loin, mais plutôt de nous dire ensemble que demain, ça ira. Si vous voyez ce que je veux dire. Tout cela suppose collectivement que nous puissions faire un effort sur nous mêmes, là aussi exceptionnel.

Voilà, Mesdames et Messieurs, les quelques convictions que je voulais partager. Pas de grand plan, une ambition et un contrat, une méthode nouvelle, une exigence, des rêves fous, mais des détails qu'on vérifiera à chaque étape. Je le dis souvent, les vrais idéalistes sont des gens très besogneux et qui ont le sens du détail. Sinon, les rêves ne restent que dans les discours. Et les discours perdent de leur sel et les gens n'y croient plus.

Ici, c'est Marseille, une ville qui fait front et face à des difficultés immenses, immenses. Ici, c'est Marseille. Une ville qui a une histoire incomparable, d'ambitions, de drames, d'injustices. Ici, c'est Marseille. Une des villes les plus jeunes de France où les difficultés sont au cœur du village. Ici, c'est Marseille et c'est aussi la France. Parce que si nous ne réussissons pas à Marseille, nous ne pourrons pas faire réussir le pays. Or, la France est une chance et elle doit être une chance pour toutes et tous. Vous l'avez compris, nous n'avons pas d'autre choix que de réussir.

Vive Marseille. Vive la République et vive la France !